



## Communiqué de presse

Paris, le 26 mai 2025

### **Un CIMER sans mercis : le Premier ministre tourne le dos aux communes littorales**

Aujourd'hui à Saint-Nazaire, le Premier ministre François Bayrou a présidé le Comité interministériel de la mer (CIMER), censé porter une ambition forte pour la politique maritime de la France. Ce rendez-vous intervenait à moins de deux semaines de l'accueil à Nice de l'UNOC et de la Coalition mondiale des villes côtières, où la France est censée incarner une voix forte sur la scène internationale en matière d'océan et de climat. Une occasion historique, à la hauteur des attentes des élus des littoraux confrontés au défi climatique. Une occasion pourtant manquée.

Alors que les communes littorales sont en première ligne face au recul du trait de côte, à l'érosion accélérée et aux submersions marines, alors que le mur d'investissement qui se profile ressemble de plus en plus à **un tsunami qui va déferler sur les finances de nos collectivités littorales**, le Premier ministre leur ôte tout espoir de solidarité nationale et les renvoie à des dispositifs qui ne sont pas à la hauteur de l'enjeu auquel nous devons faire face.

Force est de constater, une nouvelle fois, que des engagements contraires, pourtant réitérés par la ministre Agnès Pannier-Runacher lors du dernier Comité National du Trait de Côte en mars dernier, restent **des paroles sans lendemain**.

Pourtant promis depuis plusieurs années, ce fonds de solidarité devait permettre de financer des investissements vitaux pour nos territoires : relocalisation d'habitats, aménagements de protection, réparations après catastrophe... **L'urgence est là, les solutions sont connues, mais le gouvernement préfère fermer les yeux.**



C'est **une trahison** que les collectivités littorales ne sauraient admettre en silence.

Depuis plus de deux ans et demi, le Conseil national de la mer et des littoraux (CNML) travaille sérieusement à formuler des propositions concrètes et opérationnelles. Elles sont restées lettre morte. Pas une seule des pistes travaillées avec les élus, les experts et les agents de l'État n'a été retenue. **Ce mépris des travaux collectifs et de la réalité de terrain est une gifle** adressée à tous ceux qui s'engagent au quotidien dans l'adaptation de nos territoires.

L'État ne peut plus continuer à parler mer et littoral sans écouter ceux qui y vivent. L'ambition maritime ne peut être sincère que si elle s'accompagne d'un véritable soutien aux territoires littoraux. Sans cela, elle n'est qu'un slogan creux.

“ *Ce CIMER est une immense déception. Il entérine l'abandon des communes littorales face au changement climatique. Pas un euro, pas un outil, pas une mesure : rien. Pourtant, le CNML a formulé des propositions sérieuses, équilibrées et responsables.*

*Le Premier ministre choisit de les ignorer. Nous disons stop. Il est temps que l'État cesse de détourner le regard. Nos communes sont au front. Elles n'attendent plus des promesses : elles exigent des actes clairs, concrets et immédiats*

**Yannick MOREAU, Président de l'A.N.E.L.**